

ARRÊTÉ DU MAIRE DE BRON

Numéro : DAU_AR20250613

Objet : portant autorisation de travaux dans un Établissement Recevant du Public (E.R.P.) AT n° 069 029 25 00027 CH LE VINATIER BAT. 205

Le Maire de Bron, Jérémie BREAUD,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1 et suivants ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L. 122-3, L. 141-2, L. 143-2, L. 161-1, R. 122-7 et suivants, R. 143-1 et suivants ;

VU la demande d'autorisation d'aménager ou de modifier un Etablissement Recevant du Public déposée le 07 mai 2025 en application de l'article L. 122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, enregistrée sous la demande d'autorisation de travaux n° 069 029 25 00027, sollicitée par LE VINATIER PSYCHIATRIE UNIVERSITAIRE LYON METROPOLE représentée par Monsieur Pascal MARIOTTI, concernant le remplacement partiel du SSI du bâtiment 205 situé 95 boulevard Pinel, 69500 BRON ;

VU l'avis favorable de la Sous-commission Départementale de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public en date du 12/06/2025 ;

ARRÊTE

Article 1 : les travaux, visés dans le dossier de demande d'autorisation de travaux précité, concernant l'établissement, CH LE VINATIER BAT. 205 - MAISON D'ACCUEIL SPECIALISEE, type U, catégorie 4, sis 95 boulevard Pinel, sont autorisés.

Article 2 : les prescriptions formulées par la sous-commission départementale de sécurité devront être impérativement respectées.

Article 3 : l'exploitant doit s'assurer des vérifications techniques obligatoires à la mise en œuvre des installations ou équipements concourant à la sécurité de son établissement avant l'accueil du public, et de son maintien en conformité avec les dispositions du règlement de sécurité.

Article 4 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Bron dans le délai de deux mois à compter de sa publication sur le site Internet de la Ville. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Article 5 : un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon ou déposé sur www.telerecours.fr dans le délai de deux mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à BRON, le

Jérémie BREAUD,